

Art. 19. Nos Ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1939.

Art. 19. Onze Ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 30^e Maart 1939.

LEOPOLD.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Agriculture,

HUBERT PIERLOT.

Van 's Konings wege :
De Eerste-Minister,
Minister van Landbouw,

Le Ministre
des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,

E. SOUDAN.

De Minister
van Buitenlandsche Zaken
en Buitenlandschen Handel,

Le Ministre des Communications
et des Travaux publics,

H. MARCK.

De Minister van Verkeerswezen
en Openbare Werken,

Le Ministre de la Justice,

A.-E. DE SCHRYVER.

De Minister
van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Santé publique,

W. EEKELERS.

Le Ministre
de l'Instruction publique,
E. BLANQUAERT.

Le Ministre des Finances,
De Minister van Financiën,
GUTT.

Le Ministre
de la Défense Nationale,
De Minister
van Landsverdediging,
H. DENIS.

Le Ministre
des Affaires économiques
et des Classes moyennes,
De Minister
van Economische Zaken
en Middenstand,
R. RICHARD.

Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,
De Minister,
van Arbeid en Sociale Voorzorg,
A. WAUTERS.

Le Ministre des Colonies,
De Minister van Koloniën,
G. HEENEN.

30 MARS 1939.

Arrêté royal relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat.

LEOPOLD III, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 101 à 108 de Notre arrêté du 2 octobre 1937 fixant le statut des agents de l'Etat;

Considérant qu'il convient de fixer à nouveau les règles relatives à la mise en disponibilité des agents de l'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

SECTION I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1^{er}. Les agents de l'Etat peuvent être, sans préavis, mis en disponibilité :

- 1° par suppression d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 2° pour cause de mission spéciale;
- 3° pour cause de maladie ou d'infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède les limites fixées à l'article 17;
- 4° pour motif de convenance personnelle;
- 5° pour remplir les obligations résultant d'un engagement militaire;
- 6° pour exercer au Congo belge ou dans les territoires sous mandat des fonctions relevant d'un service public ou d'un organisme exploitant des services d'utilité publique.

Art. 2. Pour autant qu'il n'en ait pas été disposé autrement par la loi, la mise en disponibilité des agents de l'Etat est prononcée :

- a) par Nous, pour les fonctionnaires de la première catégorie mis en disponibilité par suppression d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- b) par le Ministre, pour les fonctionnaires mis en disponibilité pour d'autres motifs, et pour les agents de la deuxième catégorie. Dans les limites qu'il détermine, le Ministre peut déléguer ce pouvoir;
- c) par le secrétaire général ou par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination en vertu de l'article 3 de Notre arrêté du 2 octobre 1937, en ce qui concerne les agents des autres catégories.

Art. 3. Les agents ne peuvent être mis ou maintenus en disponibilité s'ils se trouvent dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 4. En aucun cas, la durée de la disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente ne peut dépasser, en une ou plusieurs fois, la durée des services effectifs rendus à partir de l'âge de 19 ans,

2° FEUILLE/BLAD.

30 MAART 1939.

Koninklijk besluit betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel.

LEOPOLD III, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 101 tot 108 van Ons besluit van 2 October 1937 houdende vaststelling van het statuut van het Rijkspersoneel;

Overwegende dat het past de regelen betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel opnieuw vast te leggen;

Op de voordracht van Onze in Raad vereenigde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

AFDEELING I. — ALGEMEENE BEPALINGEN.

Artikel 1. De Rijksambtenaren kunnen zonder opzegging ter beschikking worden gesteld :

- 1° wegens ambtsopheffing of wegens ambtsontheffing in het belang van den dienst;
- 2° wegens bijzondere opdracht;
- 3° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, doch welke aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan bij artikel 17 bepaald;
- 4° wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 5° wegens vervulling van verplichtingen voortvloeiend uit een militaire verbintenis;
- 6° wegens uitoefening, in Belgisch Congo of in de mandaatgebieden, van een ambt dat afhangt van een openbaren dienst of van een instelling, welke diensten van openbaar nut in bedrijf heeft.

Art. 2. Voor zoover er bij de wet niet anders werd over beslist, wordt de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel uitgesproken :

- a) door Ons, wat betreft de ambtenaren van de eerste categorie, ter beschikking gesteld wegens ambtsopheffing of wegens ambtsontheffing in het belang van den dienst;
- b) door den Minister voor de eigenlijke ambtenaren, om andere redenen ter beschikking gesteld, en voor het personeel der tweede categorie. Binnen de door hem bepaalde grenzen, mag de Minister die bevoegdheid overdragen;
- c) door den secretaris-generaal of door den overheidspersoon die de benoemingsmacht uitoefent krachtens artikel 3 van Ons besluit van 2 October 1937, voor het personeel der overige categorieën.

Art. 3. De Rijksambtenaren kunnen niet ter beschikking gesteld of gehandhaafd worden zoo zij, de vereischte voorwaarden vervullen om een rustpensioen te bekomen.

Art. 4. In geen geval mag de duur der terbeschikkingstelling met genot van wachtgeld, in eens of meermalen, den duur overtreffen van de met ingang van den 19-jarigen leeftijd bewezen werkelijke

y compris les services temporaires, intérimaires ou provisoires admissibles pour le calcul de la pension de retraite, ainsi que les services rendus à l'administration du Congo belge ou des territoires sous mandat ou des organismes exploitant au Congo belge ou dans ces territoires des services d'utilité publique, tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la loi du 18 mai 1929.

Ne sont pas pris en considération, les services militaires accomplis avant l'admission dans les cadres administratifs.

Art. 5. Aux conditions fixées par le présent arrêté, des traitements d'attente peuvent être alloués aux agents mis en disponibilité par suppression d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, pour cause de mission spéciale et pour cause de maladie ou d'infirmité.

Ces traitements sont établis sur la base du dernier traitement d'activité, sauf lorsque leur montant doit être ramené au chiffre de la pension, auquel cas ils sont calculés sur l'ensemble des sommes admises pour la liquidation de la pension de retraite.

Les années de service qui interviennent dans le calcul du traitement d'attente, sont celles dont il est tenu compte pour l'établissement de la pension de retraite. Toutefois, dans le cas où le traitement d'attente ne doit pas être ramené au chiffre de la pension de retraite, il n'est pas tenu compte des services militaires accomplis avant l'entrée en fonctions. Les services militaires admissibles ne peuvent être supputés que pour leur durée simple.

En aucun cas, le traitement d'attente ne peut être supérieur au dernier traitement d'activité.

En cas de cumul de fonctions, le traitement d'attente n'est accordé qu'en raison de la fonction principale.

Art. 6. Les agents de l'Etat mis en disponibilité par suppression d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, pour cause de mission spéciale ou pour cause de maladie ou d'infirmité, bénéficient des indemnités de famille et de naissance.

Les sommes qui sont allouées aux agents mis en disponibilité dans les conditions indiquées à l'alinéa qui précède subissent les mêmes variations que les rétributions des agents en activité de service.

Dans aucun cas l'indemnité de résidence n'est accordée aux agents mis en disponibilité dans les conditions susindiquées.

Art. 7. Tout agent de l'Etat mis en disponibilité reste à la disposition du Ministre et, s'il possède les aptitudes professionnelles et physiques requises, il peut, en cas de vacance, être rappelé dans les cadres. Il est tenu de prendre dans les délais fixés par le Ministre, le service qui lui est assigné.

S'il s'est créé une situation lucrative, un délai de trois mois au moins et de six mois au plus lui est accordé pour répondre à l'ordre de l'autorité.

L'agent qui, sans motif valable, ne répond pas à l'appel de l'autorité, est considéré comme démissionnaire.

Art. 8. Aussi longtemps qu'ils bénéficient d'un traitement d'attente, les agents en disponibilité sont tenus de comparaître chaque année devant la Commission provinciale des pensions, au cours du mois correspondant à celui pendant lequel ils ont été relevés de leurs fonctions.

Le paiement des traitements d'attente est suspendu jusqu'à ce que les bénéficiaires se soient présentés devant la commission.

L'agent reconnu inapte à exercer ses fonctions et à les reprendre à l'avenir est mis à la retraite s'il se trouve dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi du 21 juillet 1844; s'il ne réunit pas ces conditions, il est démis de ses fonctions.

L'agent qui a épuisé le terme de disponibilité prévu à l'article 4 peut solliciter sa comparution devant la Commission provinciale des pensions, s'il se trouve, par suite de maladie ou d'infirmité, dans les conditions requises pour obtenir sa mise à la retraite.

Art. 9. Tout agent mis en disponibilité est tenu de notifier à l'administration un domicile dans le royaume, où peuvent lui être signifiées les décisions qui le concernent.

Art. 10. Les emplois vacants sont conférés de préférence aux agents de la section de disponibilité, en combinant l'ancienneté avec

diensten, met inbegrip van de voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking komende tijdelijke, interimaire of voorloopige diensten, alsmede van de diensten bewezen in de administratie van Belgisch Congo of van de mandaatgebieden of van de organismen die in Belgisch Congo of in die gebieden diensten van openbaar nut exploiteeren, zooals bepaald in artikel 2 van de wet van 18 Mei 1929.

De vóór de opneming in de administratieve kaders volbrachte militaire diensten worden niet in aanmerking genomen.

Art. 5. Onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden mogen wachtgeldten worden toegekend aan de Rijksambtenaren, ter beschikking gesteld wegens ambtsopheffing of wegens ambtsontheffing in het belang van den dienst, wegens bijzondere opdracht en wegens ziekte of gebrekkigheid.

Deze wachtgeldten worden vastgesteld op grondslag van de laatste activiteitswedde, behoudens wanneer derzelver bedrag op het cijfer van het pensioen dient gebracht, in welk geval zij worden berekend op de gezamenlijke, voor de vereffening van het rustpensioen in aanmerking komende sommen.

De dienstjaren, die tellen bij de berekening van het wachtgeld, zijn die waarmede rekening gehouden wordt voor het vestigen van het rustpensioen. Ingeval echter het wachtgeld op het cijfer van het rustpensioen niet dient gebracht, wordt er geen rekening gehouden met de vóór de indiensttreding volbrachte militaire diensten. De in aanmerking komende militaire diensten kunnen slechts worden aangerekend voor hun enkelen duur.

In geen geval mag het wachtgeld de laatste activiteitswedde overtreffen.

In geval van cumulatie van betrekkingen, wordt het wachtgeld slechts toegekend uit hoofde van de voornaamste betrekking.

Art. 6. De Rijksambtenaren ter beschikking gesteld wegens ambtsopheffing of wegens ambtsontheffing in het belang van den dienst, wegens bijzondere opdracht of wegens ziekte of gebrekkigheid, genieten den kinderbijslag en de geboortevergoeding.

De sommen toegekend aan de Rijksambtenaren, ter beschikking gesteld onder de in vorenstaande alinea aangeduide voorwaarden, ondergaan dezelfde verandering als de bezoldigingen van het personeel in werkelijken dienst.

In geen geval wordt de standplaatsvergoeding toegekend aan de onder bovenstaande voorwaarden ter beschikking gestelde Rijksambtenaren.

Art. 7. Alle ter beschikking gestelde Rijksambtenaar blijft ter beschikking van den Minister en kan, bij vacature, zoo hij de vereischte beroeps- en lichamelijke geschiktheid bezit, in de kaders teruggeroepen worden. Hij is ertoe gehouden den hem toegewezen dienst binnen den door den Minister gestelden termijn te nemen.

Wanneer hij in een nieuwe winstgevende betrekking getreden is, wordt hem een tijdsbestek van drie maanden ten minste, en van zes maanden ten hoogste verleend om aan het bevel der overheid gevolg te geven.

De Rijksambtenaar die, zonder geldige reden, den oproep van de overheid niet beantwoordt, wordt als ontslagnemend beschouwd.

Art. 8. Zoolang zij een wachtgeld genieten, zijn de ter beschikking gestelde ambtenaren ertoe gehouden ieder jaar voor de provinciale pensioencommissie te verschijnen in den loop van de maand overeenstemmend met die gedurende welke zij hun ambt neergelegd hebben.

De uitkeering van het wachtgeld wordt geschorst totdat de begunstigen vóór de commissie opgekomen zijn.

De Rijksambtenaar die ongeschikt bevonden wordt om zijn ambt te vervullen of het in de toekomst te hervatten, wordt op rustgeld gesteld zoo hij de bij artikel 3 der wet van 21 Juli 1844 voorziene voorwaarden vervult; vervult hij deze voorwaarden niet, zoo wordt hij afgedankt.

De Rijksambtenaar die den bij artikel 4 voorzienen disponibiliteits-termijn heeft uitgedaan, mag vragen om voor de provinciale pensioencommissie te verschijnen, zoo hij zich ten gevolge van ziekte of gebrekkigheid onder de vereischte voorwaarden bevindt om op rustgeld te worden gesteld.

Art. 9. Alle ter beschikking gestelde Rijksambtenaar is ertoe gehouden een woonplaats binnen het Rijk, waar de hem betreffende beslissingen hem kunnen betekend worden, aan de administratie bekend te maken.

Art. 10. De openstaande betrekkingen worden bij voorkeur aan het personeel der afdeling ter beschikkinggestelden toegewezen,

l'aptitude spéciale que comporte l'emploi vacant. L'agent qui sollicite sa réintégration en service à l'expiration du terme assigné à sa disponibilité et qui ne peut, faute de vacance d'emploi, être replacé immédiatement dans le cadre d'activité, est maintenu momentanément en disponibilité et conserve son traitement d'attente. S'il n'en avait pas auparavant, il lui en sera alloué un ne pouvant dépasser la moitié de la rétribution d'activité dont il a joui en dernier lieu. Lorsqu'il s'agit d'un agent mis en disponibilité par application de l'article 1^{er}, 5^e et 6^e du présent arrêté, le traitement à allouer est celui dont l'agent aurait joui s'il était resté en activité; il est dû à partir du jour où l'intéressé se remet effectivement à la disposition de l'administration.

SECTION II. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

1^o De la mise en disponibilité par suppression d'emploi et par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Art. 11. Dans le cas de mise en disponibilité par suppression d'emploi, les agents de l'Etat conservent leurs titres à l'avancement.

Art. 12. Le traitement d'attente est égal, la première année, au dernier traitement d'activité.

A partir de la deuxième année, il est réduit chaque année de 20 p. c., sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois 1/45^e du dernier traitement d'activité que l'intéressé compte d'années de services administratifs effectifs à la date de sa mise en disponibilité. Les réductions successives s'opèrent sur la base du dernier traitement d'activité.

Pour les invalides de la guerre, le traitement d'attente est égal, durant la première et la deuxième année, au dernier traitement d'activité. A partir de la troisième année, il est réduit selon le mode ci-dessus prévu sous la réserve que le taux de 1/45^e est porté à 1/30^e de ce traitement.

Les services de toute nature, rendus à l'administration de la colonie, à l'exclusion des services privés, compteront au même titre que les services administratifs métropolitains si, à la date de sa mise en disponibilité, l'intéressé a accompli au moins dix années de services administratifs dans la métropole.

Les agents en disponibilité par suppression d'emploi sont préférés à tous autres pour les emplois du département ou de l'administration à laquelle ils ont appartenu, s'ils réunissent les conditions réglementaires pour l'obtention de ces emplois. Ils sont rappelés aussitôt que possible à l'activité dans leur propre administration ou, en attendant, dans un autre service du même département.

Sans préjudice des droits de priorité reconnus par la loi du 3 août 1919, ils sont également préférés pour tous autres emplois de l'Etat.

Art. 13. Les agents placés en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, jouissent d'un traitement d'attente égal, la première année, au dernier traitement d'activité.

Ce traitement est réduit, à partir de la deuxième année, à autant de fois 1/60^e du dernier traitement d'activité que l'intéressé compte d'années de services administratifs effectifs à la date de sa mise en disponibilité.

Pour les invalides de guerre, le traitement d'attente est égal, durant la 1^{re} et la 2^e année, au traitement d'activité. A partir de la 3^e année, il est réduit chaque année de 20 p. c., sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois 1/60^e du dernier traitement d'activité que l'intéressé compte d'années de services administratifs effectifs à la date de sa mise en disponibilité.

Les services de toute nature rendus à l'administration de la colonie, à l'exclusion des services privés, compteront au même titre que les services administratifs métropolitains si, à la date de sa mise en disponibilité, l'intéressé a accompli au moins dix années de services administratifs dans la métropole.

Art. 14. Tout agent faisant l'objet d'une proposition de mise en disponibilité par suppression d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service peut, dans les formes prévues par le règlement organique de chaque département, exercer son recours devant la Chambre de recours compétente, instituée en vertu de l'article 82 du statut des agents de l'Etat.

daarbij rekening gehouden tegelijk met de ancienniteit en met de voor de openstaande betrekking bijzondere geschiktheid. De ambtenaar die, na het verstrijken van den aan zijn beschikbaarheid toegevoegden termijn, zijn terugneming in dienst aanvraagt en die bij ontstentenis van een openstaande betrekking niet onmiddellijk in het activiteitskader kan worden herplaatst, blijft tijdelijk ter beschikking en behoudt zijn wachtgeld. Genoot hij er vroeger geen, zoo wordt er hem een toegekend, dat de helft van zijn laatste activiteitswedde niet mag overtreffen. Geldt het een bij toepassing van artikel 1, 5^e en 6^e van dit besluit beschikbaargestelden ambtenaar, dan is de toe te kennen wedde die, welke hij zou genoten hebben, ware hij in activiteit gebleven; zij is verschuldigd van den dag af waarop de belanghebbende zich werkelijk opnieuw ter beschikking van het bestuur stelt.

AFDEELING II. — BIJZONDERE BEPALINGEN.

I. — Terbeschikkingstelling wegens ambtsopheffing en wegens ambtsontheffing in het belang van den dienst.

Art. 11. In geval van terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing behouden de Staatsambtenaren hun aanspraak op bevordering.

Art. 12. Het wachtgeld is in het eerste jaar gelijk aan de jongste activiteitswedde.

Van het tweede jaar af wordt het elk jaar met 20 t. h. verminderd zonder dat het nochtans minder mag bedragen dan zooveel maal 1/45^e van de jongste activiteitswedde als de betrokkene werkelijke administratieve dienstjaren telt op den datum van zijn terbeschikkingstelling. De achtereenvolgende verminderingen geschieden op de basis van de jongste activiteitswedde.

Voor de oorlogsinvaliden is het wachtgeld, gedurende het eerste en het tweede jaar, gelijk aan de jongste activiteitswedde. Van het derde jaar af wordt het verminderd op de hiervoren bepaalde wijze, onder beding dat het bedrag van 1/45^e op 1/30^e van die wedde wordt gebracht.

Diensten van allen aard bewezen aan het bestuur van de kolonie, met uitzondering van private diensten, komen uit denzelfden hoofde in aanmerking als de administratieve diensten in het moederland, indien de belanghebbende op den datum van zijn terbeschikkingstelling ten minste tien jaar administratieve dienst in het moederland heeft volbracht.

De ambtenaren ter beschikking gesteld wegens ambtsopheffing verkrijgen de voorkeur boven alle anderen voor de betrekkingen van het departement of het bestuur waartoe zij behoord hebben, indien zij de reglementaire voorwaarden voor het bekomen van die betrekkingen vervullen. Zij worden zoo spoedig mogelijk tot de activiteit teruggeroepen bij hun eigen bestuur of, in afwachting, bij een anderen dienst van hetzelfde departement.

Onverminderd de bij de wet van 3 Augustus 1919 erkende voorrangschrengen genieten zij eveneens de voorkeur door alle andere Staatsbetrekkingen.

Art. 13. De ambtenaren ter beschikking gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van den dienst, genieten het eerste jaar een wachtgeld gelijk aan de jongste activiteitswedde.

Deze wedde wordt van het tweede jaar af verminderd tot zooveel maal 1/60^e van de jongste activiteitswedde als de belanghebbende werkelijke administratieve dienstjaren telt op den datum van zijn terbeschikkingstelling.

Voor de oorlogsinvaliden is het wachtgeld gedurende het eerste en tweede jaar gelijk aan de activiteitswedde. Van het derde jaar af, wordt het elk jaar met 20 t. h. verminderd, zonder dat het minder kan bedragen dan zooveel maal 1/60^e van de jongste activiteitswedde als belanghebbende jaren werkelijken administratieve dienst telt, op den datum zijner terbeschikkingstelling.

De diensten van allen aard aan het bestuur van de kolonie bewezen, met uitzondering van private diensten, komen uit denzelfden hoofde in aanmerking als de administratieve diensten in het moederland, indien belanghebbende, op den datum van zijn terbeschikkingstelling ten minste tien jaar administratieve diensten in het moederland heeft volbracht.

Art. 14. Elk ambtenaar die het voorwerp uitmaakt van een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsopheffing of ambtsontheffing in het belang van den dienst, kan in den bij het organiek reglement van elk departement voorzienen vorm in beroep gaan bij den bevoegden Raad van beroep, ingesteld krachtens artikel 82 van het statuut van het Rijkspersoneel.

II. — De la mise en disponibilité pour cause de mission spéciale.

Art. 15. La mise en disponibilité visée au 2° de l'article 1^{er} n'est accordée que pour cause de missions données par le gouvernement belge ou offertes par un gouvernement étranger, un organisme international reconnu par le gouvernement belge ou une administration publique belge ou étrangère, et acceptées avec l'assentiment de l'autorité compétente lorsque la durée, l'importance ou la nature même de ces missions ne se concilient pas avec l'exercice normal de la fonction principale.

Art. 16. La décision qui place un agent en disponibilité pour cause de mission spéciale, détermine la durée du maintien en disponibilité et, s'il y a lieu, lui accorde un traitement d'attente qui ne peut dépasser le tiers du dernier traitement d'activité.

Par disposition spéciale motivée, l'agent peut être admis à participer à l'avancement dans les cadres.

III. — De la mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité.

Art. 17. La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité est prononcée d'office :

- 1° a) après trois mois d'absence pour l'agent qui a moins de dix ans de service;
- b) après six mois d'absence pour l'agent qui a dix ans et moins de vingt ans de service;
- c) après neuf mois d'absence pour l'agent qui a vingt ans et moins de trente ans de service;
- d) après douze mois d'absence pour l'agent ayant trente ans de service et plus.

Les jours d'absence qui ne sont pas séparés par une reprise de service de plus de six mois sont additionnés pour former les périodes de trois, six, neuf ou douze mois indiquées ci-dessus;

2° Lorsque, au cours d'une période de deux années au minimum, l'agent a obtenu, en une ou plusieurs fois, un nombre total de jours de congé ou de disponibilité, pour cause de maladie ou d'infirmité, qui dépasse la moitié du nombre de jours de la période considérée. Il est fait abstraction des périodes de disponibilité pour les invalides de la guerre.

Par dérogation au 1° du présent article, la mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité des agents invalides de la guerre n'est prononcée d'office qu'après trois, six, neuf ou douze mois d'absence, suivant que l'intéressé compte mois de cinq années de services, cinq et moins de dix années, dix et moins de quinze années ou quinze années et plus.

Les années de service visées dans le présent article sont déterminées conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

Les délais d'absence préalables à la mise en disponibilité sont calculés de date à date si les congés comportent une durée ininterrompue, et sur la base uniforme de trente jours par mois, lorsqu'il s'agit de totaliser des absences séparées par des reprises de service.

Les agents qui sont en congé de maladie ou pour infirmité sont soumis à la surveillance du service de santé du Ministère de l'Intérieur et de la Santé publique.

Art. 18. La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité donne ouverture à un traitement d'attente égal :

- à 50 p. c. du dernier traitement d'activité, lorsque l'agent compte moins de vingt ans de service;
- à 60 p. c. lorsqu'il compte de vingt à trente ans de service;
- à 75 p. c. lorsque l'agent compte trente ans de service et plus.

Pour les invalides de guerre, le montant de ce traitement d'attente est fixé, par année de service, sur la moyenne des traitements des cinq dernières années ou de toutes les années lorsque leur nombre est inférieure à cinq à raison de :

- 5 p. c. pour les cinq premières années;
- 4 p. c. pour les cinq années suivantes;
- 2 p. c. pour les autres.

Le traitement d'attente des invalides de guerre ne peut être inférieur à la moitié du dernier traitement d'activité, ni supérieur aux trois quarts du même traitement.

Art. 19. Si l'incapacité physique procède de blessures ou d'accidents reconnus comme étant survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, l'agent bénéficie de l'intégralité du traitement d'activité dont il jouissait au moment de la mise en disponibilité.

Art. 20. Les agents peuvent être maintenus en disponibilité pendant un an au maximum pour cause de maladie ou d'infirmité, à moins que l'incapacité de travail qui a motivé la mise en disponibilité ne soit le résultat de blessures reçues ou d'accidents survenus dans l'exercice des fonctions confiées à l'intéressé, auquel cas la durée maximum du temps de disponibilité peut être fixée à deux ans.

II. — Terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht.

Art. 15. De in 2° van artikel 1 bedoelde terbeschikkingstelling wordt slechts toegestaan voor opdrachten toevertrouwd door de Belgische regering of aangeboden door een buitenlandse regering, een door de Belgische regering erkend internationaal organisme of door een Belgisch of buitenlandsch openbaar bestuur en aangenomen met de toestemming van de bevoegde overheid, wanneer duur, belang of aard zelf van deze opdrachten onverenigbaar zijn met de normale uitoefening van het hoofdambt.

Art. 16. De beslissing waarbij een ambtenaar ter beschikking wordt gesteld wegens bijzondere opdracht, bepaalt den duur van de terbeschikkingstelling en kent hem, zoo er aanleiding toe bestaat, een wachtgeld toe dat het derde van de jongste activiteitswedde niet mag overtreffen.

Bij gemotiveerde speciale beslissing kan de ambtenaar tot de bevordering in de kaders toegelaten worden.

III. — Terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid.

Art. 17. De terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid wordt ambtshalve uitgesproken :

- 1° a) na drie maand afwezigheid voor den ambtenaar die minder dan tien jaar dienst heeft;
- b) na zes maand afwezigheid voor den ambtenaar die tien jaar en minder dan twintig jaar dienst heeft;
- c) na negen maand afwezigheid voor den ambtenaar die twintig jaar en minder dan dertig jaar dienst heeft;
- d) na twaalf maand afwezigheid voor den ambtenaar die dertig jaar of meer dienst heeft.

De dagen afwezigheid, die niet door een dienstneming van meer dan zes maand gescheiden zijn, worden samengeteld om de voormelde tijdperken van drie, zes, negen of twaalf maand uit te maken;

2° Wanneer, in den loop van een tijdperk van ten minste twee jaar, de ambtenaar in eens of in verschillende malen een totaal aantal dagen verlof of terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid heeft bekomen dat de helft van het getal in aanmerking komende dagen overtreft. De tijden van terbeschikkingstelling voor oorlogsinvaliden worden buiten beschouwing gelaten.

In afwijking van 1° van dit artikel, wordt de terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid van oorlogsinvaliden ambtshalve slechts uitgesproken na drie, zes, negen of twaalf maand afwezigheid, naar gelang de belanghebbende minder dan vijf jaar dienst, vijf en minder dan tien jaar, tien en minder dan vijftien jaar of vijftien jaar en meer dienst telt.

De dienstjaren bedoeld in dit artikel worden bepaald overeenkomstig de beschikkingen van artikel 4 van onderhavig besluit.

De aan de terbeschikkingstelling voorafgaande afwezigheidsperiodes worden berekend van datum tot datum in gevallen van ononderbroken afwezigheid en op de eenvormige basis van dertig dagen per maand, wanneer afwezigheidsverloven die door dienstneming worden onderbroken, dienen samengeteld.

De ambtenaren die met verlof zijn wegens ziekte of gebrekkigheid zijn onderworpen aan het toezicht van den gezondheidsdienst van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

Art. 18. De terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid geeft aanleiding tot het uitbetalen van een wachtgeld gelijk aan :

- 50 t. h. van de jongste activiteitswedde wanneer de ambtenaar minder dan twintig jaar dienst telt;
- 60 t. h. wanneer hij twintig tot dertig jaar dienst telt;
- 75 t. h. wanneer de ambtenaar dertig of meer dienst heeft.

Voor de oorlogsinvaliden wordt het bedrag van dit wachtgeld op het gemiddelde van de jaarwedden der laatste vijf jaar of van al de dienstjaren indien belanghebbende er minder dan vijf telt, per dienstjaar vastgesteld, op den voet van :

- 5 t. h. voor de eerste vijf jaren;
- 4 t. h. voor de volgende vijf jaren;
- 2 t. h. voor de overige.

Het wachtgeld der oorlogsinvaliden mag niet minder bedragen dan de helft van de jongste activiteitswedde, noch meer dan drie vierde van dezelfde wedde.

Art. 19. Indien de lichamelijke onbekwaamheid voortkomt van kwetsuren of ongevallen, erkend als overkomen in de uitoefening of bij gelegenheid van de uitoefening van zijn ambt, verkrijgt de ambtenaar het onverminderd bedrag van de activiteitswedde, welke hij op den datum van de terbeschikkingstelling genoot.

Art. 20. De ambtenaren kunnen maximum één jaar terbeschikking gesteld blijven wegens ziekte of gebrekkigheid, tenzij de werk- onbekwaamheid die de terbeschikkingstelling heeft gewittigd, voortspuit uit in de uitoefening van hun ambt bekomen kwetsuren of overkomen ongevallen. In dit geval kan de maximumduur van de terbeschikkingstelling op twee jaar gebracht worden.

Les délais susvisés qui s'entendent de périodes non interrompues de mises en disponibilité, sont portés respectivement à deux et à quatre ans pour les agents invalides de la guerre.

En cas de mises en disponibilité successives, interrompues par des rentrées en activité, le traitement d'attente est obligatoirement ramené au chiffre de la pension dès que la durée totale des mises en disponibilité dépasse deux ans. Ce délai est porté à cinq ans pour les agents invalides de la guerre.

Lorsque, à l'expiration du temps de disponibilité prévu au § 1^{er}, la commission compétente déclare curable l'affection dont est atteint l'agent intéressé et que, néanmoins, celui-ci n'est pas en état de reprendre son service, son traitement d'attente est ramené ou fixé au chiffre de la pension qui lui serait allouée s'il était à ce moment admis à la retraite prématurée.

La situation de l'agent reconnu inapte à exercer ses fonctions et à les reprendre à l'avenir, est réglée conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa 3, du présent arrêté.

Art. 21. Sans préjudice à l'obligation prescrite par l'article 8 du présent arrêté, de comparaître annuellement devant la Commission provinciale des pensions, l'agent en congé ou en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu, à la première invitation, de se présenter devant la dite commission et de se soumettre à toute visite médicale prescrite par l'administration dont il relève, pour faire constater sa situation physique.

S'il s'y refuse ou si, après avoir été reconnu propre au service, il n'accepte pas soit dans son administration, soit dans une autre administration de l'Etat, une position équivalente à celle qu'il occupait en dernier lieu, il est considéré comme démissionnaire.

Art. 22. Lorsqu'un agent, au cours de sa carrière, a obtenu pour motifs de santé, un nombre total de jours de congé excédant dix-huit mois, son traitement d'activité subit une réduction de 10 p. c. pendant les congés subséquents qui lui sont accordés du chef de maladie. Ce délai est porté à trente-six mois pour les agents invalides de guerre.

Dans tous les cas, l'intéressé est tenu de dédommager le Trésor public du préjudice que celui-ci aurait subi par la transgression des dispositions qui précèdent.

Il peut être dérogé aux dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article, à l'égard de l'agent qui supporte la rétribution totale ou partielle de son remplaçant par application du règlement organique de son administration.

Art. 23. Les agents mis en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité conservent leurs titres à l'avancement et leur rang d'ancienneté dans le cadre d'activité.

Il en va de même pour les agents dont le traitement a subi la réduction de 10 p. c. prévue à l'article 22.

IV. — De la mise en disponibilité pour convenances personnelles.

Art. 24. L'agent placé en disponibilité pour motifs de convenances personnelles ne reçoit aucun traitement d'attente.

Il ne peut se prévaloir de maladies ou d'infirmités contractées postérieurement à sa mise en disponibilité.

Il perd ses titres à l'avancement et le temps de disponibilité n'entre pas dans le calcul de l'ancienneté en cas de rentrée en service.

Art. 25. La durée de disponibilité pour motifs de convenances personnelles est limitée à six mois au maximum. Tout agent dont l'absence dépasse ce terme est, par le fait, considéré comme démissionnaire.

Toutefois, cette disponibilité est portée à trois ans pour les agents de l'Etat qui s'engagent au service d'une entreprise privée établie dans la Colonie.

Il en sera de même pour l'agent féminin autorisé à accompagner au Congo son mari, agent de la Colonie ou au service d'un établissement d'utilité publique.

Art. 26. L'agent en disponibilité par suppression d'emploi qui entre au service d'une société ou compagnie coloniale est mis en disponibilité pour motif de convenances personnelles.

V. — De la mise en disponibilité pour remplir les obligations résultant d'un engagement militaire.

Art. 27. L'agent mis en disponibilité pour remplir les obligations résultant d'un engagement militaire ne reçoit aucun traitement d'attente.

Vorenbedoelde termijnen, wanneer het gaat over ononderbroken periodes van terbeschikkingstelling, worden respectievelijk op twee en vier jaar gebracht, ten bate van de oorlogsinvaliden.

In geval van achtereenvolgende terbeschikkingstellingen, onderbroken door diensthervattingen, wordt het wachtgeld verplicht teruggebracht op het bedrag van het pensioen, zoodra de totale duur van de terbeschikkingstelling meer dan twee jaar belooft. Deze termijn wordt voor de oorlogsinvaliden op vijf jaar gebracht.

Wanneer na het verstrijken van den termijn van terbeschikkingstelling waarvan sprake in § 1, de bevoegde commissie verklaart dat de kwaal waardoor de belanghebbende ambtenaar aangetast was, geneesbaar is en dat niettemin deze laatste niet in staat is zijn dienst te hernemen, wordt zijn wachtgeld teruggebracht of vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat hem zou verleend worden indien hij op dat oogenblik voorbarig in ruste werd gesteld.

De toestand van den ambtenaar, welke ongeschikt wordt erkend om zijn dienst uit te oefenen en later te hervatten, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, al. 3, van dit besluit.

Art. 21. Onverminderd de in artikel 8 van dit besluit voorgeschreven verplichtingen om jaarlijks vóór de provinciale commissie van pensioenen te verschijnen, moet de ambtenaar die wegens ziekte of gebrekkigheid met verlof of ter beschikking gesteld is, op de eerste uitnodiging, vóór gemelde commissie verschijnen en alle door zijn administratie voorgeschreven medisch onderzoek ondergaan om zijn lichaamstoestand te doen vaststellen.

Weigert hij, of neemt hij, na dienstbekwaam te zijn erkend, in zijn eigen of in een ander Staatsbestuur geen betrekking aan, welke met de door hem laatst waargenomen functie overeenstemt, dan wordt hij als ontslagnemend beschouwd.

Art. 22. Wanneer een ambtenaar gedurende zijn loopbaan wegens gezondheidsredenen over het geheel meer dan achttien maand verlof heeft bekomen, wordt zijn activiteitswedde gedurende de verloven, welke hem later om gezondheidsredenen worden verleend, met 10 t. h. verminderd. Die termijn wordt op zes en dertig maanden gebracht voor de ambtenaren-oorlogsinvaliden.

De belanghebbende is in ieder geval er toe gehouden 's Rijks Schatkist schadeloos te stellen voor het nadeel dat zij door de overtrekking van vorenstaande bepalingen zou hebben ondergaan.

Er mag van de beschikkingen van alinea's 1 en 2 van dit artikel worden afgeweken voor den ambtenaar die bij toepassing van het organiek reglement van zijn administratie de totale of gedeeltelijke bezoldiging van zijn plaatsvervanger draagt.

Art. 23. De ambtenaren die wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking worden gesteld, behouden hun aanspraak op bevordering en hun ancienniteitsrang in het activiteitskader.

Dit is ook het geval voor de ambtenaren wier wedde de bij artikel 22 voorziene vermindering van 10 t. h. heeft ondergaan.

IV. — Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden.

Art. 24. De ambtenaar die voor persoonlijke aangelegenheden ter beschikking is gesteld, ontvangt geenerlei wachtgeld.

Hij mag zich niet beroepen op ziekten of gebrekkigheden welke na zijn terbeschikkingstelling werden opgedaan.

Hij verliest zijn rechten op bevordering en de tijd van terbeschikkingstelling wordt in geval van diensthervatting niet bij de ancienniteit gerekend.

Art. 25. De duur van terbeschikkingstelling voor persoonlijke aangelegenheden wordt tot hoogstens zes maand beperkt. Iedere ambtenaar die langer afwezig blijft wordt dienvolgens als ontslagnemend beschouwd.

De duur van deze terbeschikkingstelling wordt nochtans tot drie jaar opgevoerd voor de Rijksambtenaars die in dienst van eene in de kolonie gevestigde private onderneming treden.

Hetzelfde geldt voor de vrouwelijke beambte die gemachtigd is haar echtgenoot, koloniaal ambtenaar of in dienst van een inrichting van openbaar nut, in Congo te vergezellen.

Art. 26. De ambtenaar ter beschikking gesteld wegens ambtsopheffing die in dienst van een koloniale vennootschap of -maatschappij treedt, wordt voor persoonlijke aangelegenheden ter beschikking gesteld.

V. — Terbeschikkingstelling wegens vervulling van verplichtingen voortvloeiende uit een militaire verbintenis.

Art. 27. De ambtenaar ter beschikking gesteld om verplichtingen voortvloeiend uit een militaire verbintenis te vervullen, trekt geen wachtgeld.

Il conserve ses droits à l'avancement dans le cadre d'activité, suivant ses titres et rang d'ancienneté.

Le temps pendant lequel il est mis en disponibilité est fixé par la durée de son engagement. Dans tous les cas, la mise en disponibilité est limitée à la durée du premier engagement ou rengagement.

VI. — De la mise en disponibilité pour exercer au Congo belge ou dans les territoires sous mandat des fonctions relevant d'un service public ou d'un organisme exploitant des services d'utilité publique.

Art. 28. L'agent mis en disponibilité pour exercer au Congo belge ou dans des territoires sous mandat des fonctions relevant d'un service public ou d'un établissement reconnu d'utilité publique ne reçoit aucun traitement d'attente.

Il conserve ses droits à l'avancement dans le cadre d'activité suivant ses titres et rang d'ancienneté; éventuellement, il peut être nommé hors cadre.

Le temps pendant lequel il est mis en disponibilité est fixé par la durée de son engagement ou de son contrat.

La mise en disponibilité par suppression d'emploi est transformée en mise en disponibilité pour l'exercice d'un emploi dans la Colonie, lorsque l'agent mis en disponibilité par suppression d'emploi obtient l'autorisation d'exercer une des fonctions définies au premier alinéa du présent article.

SECTION III. — DISPOSITION SPÉCIALE.

Art. 29. Est placé dans la position de disponibilité l'agent qui, devant être mis à la retraite, ne réunit pas le nombre d'années de service exigé pour l'obtention d'une pension.

Il lui est alloué un traitement d'attente égal au montant de la pension qu'il obtiendrait si, à ce moment, il était admis à la retraite prématurée.

Il est tenu de se conformer aux prescriptions des articles 8 et 20 du présent arrêté.

Art. 30. Sont abrogés les arrêtés royaux des 6 mai 1923 et 2 avril 1925, ainsi que toutes autres dispositions contraires au présent arrêté, à l'exception de celles faisant l'objet des arrêtés royaux des 12 mai 1927 et 7 avril 1928.

Art. 31. La situation des agents en disponibilité au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sera révisée conformément aux nouvelles dispositions, sans effets rétroactifs antérieurs à cette date.

Toutefois, à titre transitoire, le traitement d'attente dont jouissent ces agents sera réduit par tranches annuelles de 20 p. c. jusqu'au moment où il atteindra le montant déterminé en vertu des taux nouveaux.

Art. 32. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1939.

LEOPOLD.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre de l'Agriculture,

Van 's Konings wege :
De Eerste-Minister,
Minister van Landbouw,

HUBERT PIERLOT.

Le Ministre
des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,

De Minister
van Buitenlandsche Zaken
en Buitenlandschen Handel,

E. SOUDAN.

Le Ministre des Communications
et des Travaux publics,

De Minister van Verkeerswezen
en Openbare Werken,

H. MARCK.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

A.-E. DE SCHRYVER.

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Santé publique,

De Minister
van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

W. EEKELERS.

Hij behoudt zijn aanspraak op bevordering in het activiteitskader, volgens zijn rechten en rang van anciënniteit.

De periode gedurende welke hij ter beschikking gesteld is wordt bepaald door den duur van zijn verbintenis. In al de gevallen wordt de terbeschikkingstelling beperkt tot den duur van de eerste of van de nieuwe verbintenis.

VI. — Terbeschikkingstelling wegens uitoefening in Belgisch Congo of in de mandaatgebieden van een ambt afhankelijk van een openbaren dienst of van een organisme dat diensten van openbaar nut exploiteert.

Art. 28. De ambtenaar die ter beschikking is gesteld wegens uitoefening in Belgisch Congo of in de mandaatgebieden van een ambt afhankelijk van een openbaren dienst of van een instelling die erkend is als zijnde van openbaar nut, ontvangt geen wachtgeld.

Hij behoudt zijn aanspraak op bevordering in het activiteitskader, volgens zijn rechten en rang van anciënniteit; eventueel mag hij buiten kader worden benoemd.

De tijd gedurende welken hij ter beschikking is gesteld, wordt bepaald door den duur van zijn verbintenis of contract.

De terbeschikkingstelling wegens ambtsopheffing wordt veranderd in terbeschikkingstelling wegens uitoefening van een betrekking in de kolonie, wanneer de wegens ambtsopheffing ter beschikking gestelde ambtenaar de toelating verkrijgt om een der in de eerste alinea van dit artikel bepaalde betrekkingen te aanvaarden.

SECTIE III. — BIJZONDERE BEPALING.

Art. 29. Wordt ter beschikking gesteld, de ambtenaar die op pensioen moet worden gesteld en het vereischte aantal dienstjaren niet telt om een pensioen te bekomen.

Hem wordt een wachtgeld toegekend, gelijk aan het bedrag van het pensioen dat hij zou bekomen, indien hij op dat oogenblik voorbarig in ruste werd gesteld.

Hij dient zich naar de voorschriften der artikelen 8 en 20 van dit besluit te gedragen.

Art. 30. Zijn ingetrokken de koninklijke besluiten van 6 Mei 1923 en 2 April 1925 alsmede alle andere met dit besluit strijdige bepalingen, met uitzondering van die welke het voorwerp van de koninklijke besluiten van 12 Mei 1927 en 7 April 1928 uitmaken.

Art. 31. De toestand van de ter beschikking zijnde ambtenaren op het oogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit zal herzien worden overeenkomstig de nieuwe bepalingen, zonder terugwerkende kracht vóór dien datum.

Nochtans, zal bij overgangsmaatregel het wachtgeld van die ambtenaren verminderd worden met jaarlijksche gedeelten van 20 f. h. tot wanneer het krachtens de nieuwe regeling vastgestelde bedrag bereikt is.

Art. 32. Onze Ministers zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit dat in werking treedt den eersten dag der maand volgend op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Gegeven te Brussel, den 30^e Maart 1939.

Le Ministre
de l'Instruction publique,

De Minister
van Openbaar Onderwijs,

E. BLANQUAERT.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

GUTT.

Le Ministre
de la Défense Nationale,

De Minister
van Landsverdediging,

H. DENIS.

Le Ministre
des Affaires économiques
et des Classes moyennes,

De Minister
van Economische Zaken
en Middenstand,

R. RICHARD.

Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,

De Minister
van Arbeid en Sociale Voorzorg,

A. WAUTERS.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

G. HEENEN.